

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 10/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



NEOVALY

2870 Avenue de l'Europe
69140 RILLIEUX LA PAPE

Références : UD-R-SSDAS-22-249-LL
Code AIOT : 0006104050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement NEOVALY implanté 2870 Avenue de l'Europe 69140 RILLIEUX LA PAPE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOVALY
- 2870 Avenue de l'Europe 69140 RILLIEUX LA PAPE
- Code AIOT : 0006104050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Mise en service en juillet 1989, sur la commune de RILLIEUX-LA-PAPE, l'usine d'incinération appartient au Grand Lyon. Cette usine est exploitée dans le cadre d'un marché d'exploitation de 2020 à 2027 par la société NEOVALY (antérieurement dénommée VALORLY), filiale du groupe SUEZ. Ce marché a intégré une partie importante de travaux de rénovation, conduits principalement en 2020 et 2021. Fin 2021, l'ancienne chaudière de secours située dans l'enceinte de l'usine a été déposée. Elle a été remplacée par des équipements externes à ce site ICPE, assurant la sécurité d'approvisionnement du réseau de chauffage urbain.

L'usine dispose de 2 fours de capacité unitaire de 12 t/h. La fosse, d'une capacité volumique de 6000 m³, a été dimensionnée initialement dans la perspective de la création d'un 3^e four (projet

abandonné). L'épuration des fumées se fait essentiellement par voie humide.

La chaleur produite par les fours est récupérée puis valorisée par l'intermédiaire d'un réseau de chauffage urbain sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole (réseau Plateau Nord) qui alimente environ 8 300 équivalent-logements. Ce réseau est en développement vers Caluire. L'usine dispose également d'un turboalternateur produisant de l'électricité pour les besoins internes de l'usine, le surplus d'électricité produite rejoignant le réseau ENEDIS.

Par délibération en date du 27 juin 2022, la métropole du Grand Lyon a adopté son schéma directeur déchets à l'horizon 2030 et ce schéma prévoit bien la pérennisation de cette usine à cet horizon temporel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Carnet de suivi des TAR	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 74.1.7 IV	/	Lettre de suite préfectorale	31/12/22
4	annexe du carnet de suivi des TAR	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article '74.1.7 IV	/	Lettre de suite préfectorale	31/12/22
8	Monitoring de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	31/12/22

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2	/	Sans objet
2	Mise en place vidéo-surveillance des apports	Autre du 30/03/2021	/	Sans objet
5	Fonctionnement dégradé si coupure électrique	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 6.6.6	/	Sans objet
6	risque incendie d'origine électrique	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 6.4.2	/	Sans objet
7	Méthodologie d'autosurveillance puis de transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article '71.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'usine d'incinération LYON Nord, exploitée par NEOVALY filiale de Suez, a été profondément modernisée en 2020 / 2021, dans le cadre du marché d'exploitation valide jusqu'en 2027.

La présente visite a permis de détecter 2 équipements dont la surveillance doit être revue et renforcée : le circuit d'eau des tours aéro réfrigérantes et la station d'égouttage des boues de STEP produites en interne. Des éléments de réponse sont attendus d'ici le 31/12/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre dans le cadre du Système de management environnemental (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC * fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : – mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; – mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; – examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC *OTNOC : other than normal operating conditions, conditions d'exploitations autres que normales. C'est à dire les plages horaires pendant lesquelles l'unité fonctionne en mode dégradé.
Constats : L'exploitant indique être en discussion avec son fournisseur ENVEA dont le logiciel WEX n'intègre pas encore les dispositions de comptage spécifiques aux périodes autres que normales (compteur 250 h OTNOC). L'exploitant est bien informé de la date butoir de mise en œuvre (3 décembre 2023, Directive IED, application des meilleurs techniques disponibles pour l'incinération des déchets). Certains cas sont déjà identifiés tels que le contournement (bypass) de l'équipement de réduction catalytique des oxydes d'azote, l'arrêt des ventilateurs de tirage, l'arrêt de l'injection de réactifs dans le traitement des fumées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise en place vidéo-surveillance des apports

Référence réglementaire : Autre du 30/03/2021
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 et Article D. 541-48-1.-I L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation. « Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : «-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; «-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Les 6 « caméras AGEC » (du nom de la loi éponyme) sont bien en place et en fonctionnement, avec un serveur et un écran de visualisation qui est au 5 ^e étage dans une petite pièce à accès restreint. Le site NEOVALY a servi de pilote à STANLEY, le fournisseur choisi par SUEZ pour ses sites soumis à cette obligation. L'Inspection a pu constater que le système identifie bien les plaques d'immatriculation des camions et qu'il permet de visualiser le contenu déchargé, tout en assurant le floutage en direct des chauffeurs qui descendent parfois des bennes. L'exploitant indique ne pas encore avoir eu d'usage de ces données. Le site ne reçoit que des OMR, des petites bennes de collecte de corbeilles de rue et des refus de tri de la collecte sélective. Tous les camions qui y rentrent sont sous le contrôle de la collectivité maître d'ouvrage (la métropole du Grand Lyon).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Carnet de suivi des TAR
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article '74.1.7 IV
Thème(s) : Risques chroniques, sanitaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; – les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; – les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; – les périodes d'arrêts complet ou partiels ; – le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; – les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; – les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; – les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; – les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none"> – le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; – l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; – les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; – le plan de formation ; – les rapports d'incident et de vérification ; – les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; – les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; – les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau. <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation.</p> <p>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'unité NEOVALY a recours d'avril à octobre à 2 tours aéro-réfrigérantes.</p> <p>L'installation de gestion de l'eau du circuit est installée en étage, sous la partie du toit-terrasse sur lequel sont implantées les deux sorties des tours aéro-réfrigérantes. En hiver, le circuit fonctionne sans eau ajoutée, uniquement par fonctionnement de la ventilation. Ainsi le circuit d'air de refroidissement fonctionne toute l'année, alors que le circuit chargé en eau (objet du contrôle) fonctionne 7 à 8 mois par an. Ce circuit comporte une cuve de 4m³, vidangée totalement en fin de saison (généralement fin octobre). Environ 3500 m³ d'eau du réseau sont utilisées chaque année durant la période de fonctionnement de ces TAR.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection le manuel d'entretien de cette installation.</p> <p>L'exploitant NEOVALY, filiale du groupe SUEZ, confie à SUEZ WTS la fourniture des 2 produits principaux utilisés dans le traitement préventif du circuit. Deux injections hebdomadaires sont effectuées par un automate (mardi à 9h, vendredi à 9h).</p> <p>SUEZ WTS commande un prélèvement et une analyse par mois à un sous-traitant extérieur, ITGA.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le biocide utilisé est périmé : au moins deux bidons de 25 l de SPECTRUS NX1164 portaient la mention : date d'expiration 05/03/2022.</p> <p>SUEZ WTS n'était pas présent lors de la présente visite d'inspection. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le cumul des quantités utilisées par an.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale. L'Inspection demande à l'exploitant, en lien avec ses sous-traitants, de tenir un carnet de suivi comportant toutes les informations demandées et de présenter, pour l'année 2022, le bilan de son installation TAR avec l'ensemble des informations requises.</p>
Proposition de délais : 31/12/2022

N° 4 : annexe du carnet de suivi des TAR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article '74.1.7 IV
Thème(s) : Risques chroniques, sanitaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; – l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; – les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; – le plan de formation ; – les rapports d'incident et de vérification ; – les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; – les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; – les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau.
<p>Constats : Le manuel comprend le schéma explicatif de l'installation. L'exploitant effectue une analyse mensuelle alors que d'après l'arrêté ministériel, il pourrait n'en réaliser qu'une tous les deux mois. Le résultat d'analyse est disponible entre 7 et 10 j après le prélèvement. Un contrôle inopiné a eu lieu en date du jeudi 28 juillet 2022 et a détecté une flore interférente, empêchant la détection de Legionella. Le rapport correspondant est daté du 11 août 2022. Le prélèvement mensuel habituel, qui était planifié le lundi 1er août, a eu lieu 4 jours après le prélèvement inopiné et ses résultats ont été transmis également le 11 août. Cette analyse du prélèvement du 1er août n'a pas détecté de présence de legionella ni de flore interférente. L'exploitant indique qu'il n'a pas modifié le dosage de produits ni la fréquence de traitement, suite à ces deux résultats d'analyse. Ces dosages sont automatisés. Le précédent incident similaire date d'un prélèvement habituel effectué le 3 septembre 2019.</p> <p>La dernière analyse méthodique des risques (AMR) a été faite par l'APAVE avec NEOVALY. Le rapport daté du 23/12/2020 diagnostique 3 sources de risque résiduel significatif dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - corrosion de certaines parties constituées d'acier galvanisé (parties visitées et/ou document indiquant des traces de corrosion importantes), d'où un risque d'apport nutritif aux micro-organismes, - absence de traitement biodispersant, d'où un risque d'encrassement irréversible de l'installation ; - absence de définition d'un stock minimal de produits de traitement, d'où un risque d'impossibilité d'effectuer un traitement curatif rapide en cas de besoin. <p>Lors de la présente visite, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments montrant la levée de ces non conformités. Une nouvelle AMR est prévue en novembre 2022. La formation sur le risque Légionellose / TAR du personnel est renouvelée périodiquement. La prochaine session d'une journée a lieu le 26/09/2022 pour 3 agents du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale. L'exploitant fournit à l'Inspection un programme d'action / gros entretien basé sur les AMR 2020 et 2022. Ce rapport doit indiquer clairement les actions entreprises pour remédier aux « risques résiduels à surveiller » et « risques résiduels significatifs ».</p>
Proposition de délais : 31/12/2022

N° 5 : Fonctionnement dégradé si coupure électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 6.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, perte d'utilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale de son personnel dans le domaine de la sécurité. Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none">• toutes les informations utiles sur les produits manipulés,• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,• une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
Constats : Afin d'illustrer ce point de contrôle, l'hypothèse d'incident abordée lors de la visite est celle d'une coupure extérieure d'électricité. Dans ce cas, un groupe électrogène prend le relais en premier lieu pour assurer l'éclairage du site et le pompage d'eau pour refroidir les deux chaudières. Les fours ne sont plus alimentés en déchets, mais l'exploitant s'assure de la non-remontée de flammes dans les trémies (le bouchon de nouveau déchet ne faisant plus obstruction). Une fois par an, un exercice avec les pompiers est organisé sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : risque incendie d'origine électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.
Constats : Les installations électriques font l'objet d'une visite annuelle par un organisme tiers. L'Inspection a consulté le rapport APAVE Q18 du 22 avril 2022 et visité une partie des installations. Les deux locaux TGBT (tableau général basse tension) du site disposent, depuis les travaux de modernisation 2020/21, d'une défense spécifique à l'azote.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Méthodologie d'autosurveillance puis de transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article '71.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées notamment : « L'exploitant calcule une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année : • les flux moyens annuels de substances faisant l'objet de limite de rejet par tonne de déchets incinérés ; • les flux moyens annuels produits de déchets issus de l'incinération énumérés au point 8.1.5 par tonne de déchets incinérés. Il communique ce calcul à l'inspection des installations classées et en suit l'évolution. Chaque année, une évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés doit être réalisée et les résultats doivent être transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : Les informations requises sont bien présentes dans le rapport annuel 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Monitoring de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : La station de traitement des eaux polluées (STEP) est directement gérée par les équipes de quart en 5*8, notamment sur la base des informations transmises par la ronde du matin. Un deuxième suivi est fait une fois par mois par du personnel de SUEZ WTS, notamment la vérification des stocks de réactif présent.</p> <p>Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté la présence d'eau stagnante dans la zone extérieure de dépotage des produits chimiques. Cette zone est actuellement utilisée en partie pour l'égouttage de boues de STEP produites en interne, dans 2 bennes dédiées. Cette zone de rétention extérieure doit faire l'objet d'un pompage manuel pour renvoyer l'eau à l'intérieur de l'usine, vers les équipements de traitement d'eau. En cas de pluie forte, l'Inspection a noté que l'eau stagnante de cette zone pourrait rejoindre les eaux pluviales, sans dépollution adaptée (simple passage dans un débourbeur déshuileur). L'Inspection constate que cette installation génère un effluent interne de façon régulière, alors que la zone n'est prévue que pour le recueil d'écoulement accidentel de produits chimiques, lors du dépotage des camions. L'exploitant doit installer un système de vidange adapté à ce nouveau flux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale. L'exploitant présente le système technique et organisationnel retenu en cas de maintien des 2 bennes dans cet espace dédié à l'égouttage, afin d'éviter tout risque de débordement dans les eaux pluviales du site.</p>
Proposition de délais : 31/12/2022